



EVOLUTION DU SECTEUR DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE dans les observatoires 2003, 2006 et 2007 d'IRIS

L'analyse qui suit présente l'évolution du secteur de l'insertion par l'activité économique à partir de l'enquête annuelle d'IRIS réalisée auprès de l'ensemble des SIAE de Poitou-Charentes. Elle complète le document « tableau de bord de l'insertion par l'activité économique » qui présente les données de cadrage de l'IAE en 2008 et l'analyse des données 2006.

Ne sont retenues dans le cadre de cette analyse que les SIAE ayant des données sur les trois enquêtes annuelles d'IRIS en 2003, 2006 et 2007 soit un échantillon de 40 à 84 SIAE selon la donnée.

Les tableaux et graphiques montrent les taux de variation sur la période 2003/2006 et 2003/2007 concernant les effectifs permanents et en insertion, le chiffre d'affaires, les financements publics et le détail des financements publics par financeur ainsi que la dynamique de création des SIAE sur cette période.

Rappel des données clés de l'insertion par l'activité économique en 2003, 2006 et 2007*

	2003	2006	2007
Nombre de convention IAE	176	181	188
Effectif permanent (ETP**)	864,3	887	895
Encadrement (ETP)	473,9	550	510
Effectif en insertion (nombre de personnes)	13381	14599	15635
Effectif en insertion (en ETP)	2850,2	3235	3548
Chiffre d'affaires	54 963 907 €	62 299 034 €	71 736 356 €
Financements publics***	32 401 247 €	42 087 634 €	44 294 048 €
Financement public/ETP insertion****	11 368 €	13 012 €	12 484 €
Retour sur investissement*****	2,7	2,5	2,6

* Données extrapolées - Traitement IAAT 2003, 2007 (données 2007 en cours de consolidation) – Traitement IRIS 2006

** Emplois en équivalent temps plein

*** Ensemble des financements directs et indirects, hors exonération de charges sociales

**** Montant du financement public par emploi d'insertion en équivalent temps plein

***** En 2007, un euro de financement public génère 2,6€ dans l'économie locale

1 - LA DYNAMIQUE DE CREATION DES SIAE DEPUIS 2003

Solde création/disparition de SIAE 2003/2007	2003	2004	2005	2006	2007
Association intermédiaire (AI)	0	-1	-1	-2	-3
Entreprise d'insertion (EI)	1	5	-2	0	1
Entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)	0	0	-1	0	0
Atelier et chantier d'insertion (ACI)	6	0	3	5	5
Structures d'insertion par l'activité économique (SIAE)	7	4	-1	3	3

⇒ Entre 2003 et 2007, 40 SIAE ont été créées et 24 SIAE ont disparu amenant un solde positif de 16 SIAE. Parmi les 40 SIAE créées, seulement 6 ont disparu au cours de la même période (15%). Tandis que la majorité des SIAE disparues avaient été créées dans les années 90 (66,6%), voire fin des années 80 pour les associations intermédiaires (4 AI).

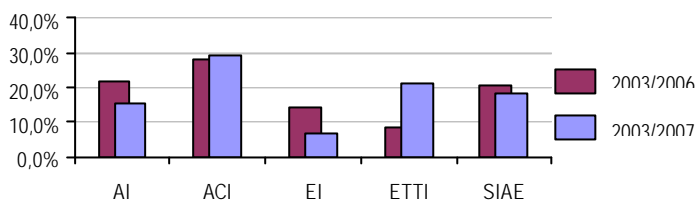
⇒ La dynamique de création est plus particulièrement présente dans les chantiers d'insertion sur la période 2003 à 2007 avec 25 créations pour 6 disparitions soit un solde positif de 19 chantiers d'insertion.

⇒ De nouvelles entreprises d'insertion ont également vu le jour sur cette période (14 créations). Dans le même temps, 9 entreprises d'insertion ont fermé leur porte dont 6 avaient plus de 10 ans d'ancienneté. Le solde reste cependant positif sur la période avec 5 EI.

⇒ Les AI ont été créées à la fin des années 80 et les ETTI dans les années 90 ; la dernière AI a été créée en 2002 et la dernière ETTI en 1999. Depuis 2003, 8 AI ont fermé leurs portes. 2 AI ont été absorbées par fusion. C'est en effet, les plus petites AI qui ont, soit disparu, soit fusionné.

2 - EVOLUTION DES EFFECTIFS DES SIAE

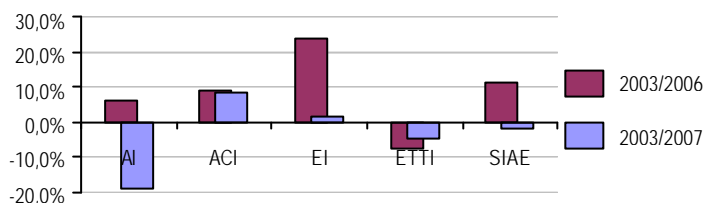
Taux de variation des permanents (ETP)



	AI	ACI	EI	ETTI	SIAE
Variation 2003/2006	21,9%	28,2%	14,3%	8,7%	20,8%
Variation 2003/2007	15,2%	29,0%	6,7%	21,5%	18,2%
Variation 2006/2007	-5,5%	0,6%	-6,6%	11,8%	-2,2%

Taux de Variation de l'encadrement (ETP)*

*Encadrement = ETP encadrant technique et accompagnateur socioprofessionnel



	AI	ACI	EI	ETTI	SIAE
Variation 2003/2006	6,4%	8,8%	24,0%	-7,3%	11,2%
Variation 2003/2007	-19,1%	8,3%	1,7%	-4,7%	-1,6%
Variation 2006/2007	-24,0%	-0,5%	-23,0%	2,8%	-11,5%

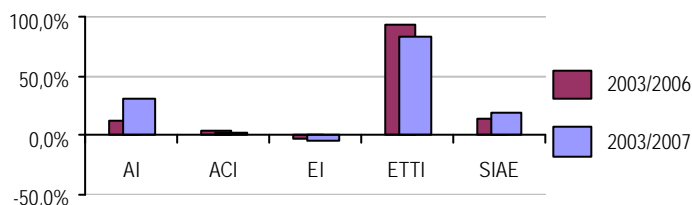
A travers ces deux graphiques, on s'aperçoit que le secteur de l'IAE a connu une croissance de 20,8% des effectifs permanents dans les SIAE présentes dans l'observatoire IRIS entre 2003 et 2006.

L'encadrement (encadrement technique et accompagnement socioprofessionnel) a profité de cette croissance des effectifs permanents avec une progression de 11,2%.

Pourtant en 2007, les effectifs ont amorcé une baisse (-2,2%) qui a impacté le niveau d'encadrement (-11,5%).

Seules les ETTI de l'échantillon ont maintenu une croissance des effectifs de 11,8% et de l'accompagnement socioprofessionnel (+2,8%).

Taux de variation de l'offre d'insertion (Emplois en insertion en ETP)



	AI	ACI	EI	ETTI	SIAE
Variation 2003/2006	12,3%	3,6%	-3,5%	93,8%	14,4%
Variation 2003/2007	31,1%	2,6%	-5,2%	83,5%	19,5%
Variation 2006/2007	16,7%	-0,9%	-1,8%	-5,3%	4,5%

L'offre d'insertion a également progressé dans la plupart des SIAE présentes dans l'observatoire (+14,4%) avec cependant une progression moindre en 2007 (+4,5%).

⇒ Certaines ETTI ont eu une croissance très forte des heures travaillées entre 2003 et 2006 puis un fléchissement en 2007 suivant en partie le rythme de croissance et de décroissance du travail temporaire en Poitou-Charentes. Ainsi, le travail temporaire a progressé de 16,7% entre 2003 et 2006 en région puis de 7% entre 2006 et 2007 malgré une petite rupture enregistrée dans le courant de l'année 2007¹.

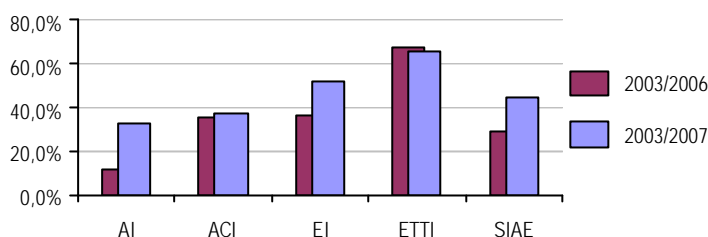
⇒ L'offre d'insertion dans les ACI et les EI a également progressé même si les résultats de l'observatoire ne le montrent que partiellement. Ainsi, en région, le nombre de postes d'insertion conventionnés dans les EI est passé de 428 à 472 (+10%) et de 1905 à 2046 dans les ACI (+7,4%).

⇒ Les AI, malgré la perte de 8 d'entre elles, font progresser leur offre d'insertion de 12,3% entre 2003 et 2006 et 16,7% entre 2006 et 2007. Les AI restantes ont donc des effectifs plus importants que par le passé tant du point de vue de l'équipe encadrante que des effectifs en insertion.

¹ DRTEFP / Evolutions Poitou-Charentes, n°21, février 2009
DARES / Premières informations, n°5.1, janvier 2009

3 - ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Taux de variation du chiffre d'affaires (en euros)



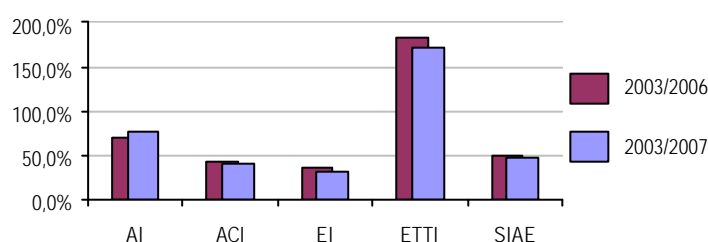
Les SIAE génèrent de plus en plus de chiffre d'affaires avec une augmentation de 29,2% entre 2003 et 2006 et 12,2% en 2007.

	AI	ACI	EI	ETTI	SIAE
Variation 2003/2006	11,2%	35,5%	36,3%	67,3%	29,2%
Variation 2003/2007	33,0%	37,1%	52,3%	65,6%	45,0%
Variation 2006/2007	19,6%	1,2%	11,7%	-1,0%	12,2%

⇒ Ce chiffre d'affaires est directement réinjecté dans l'économie locale non seulement sous forme de salaires, d'impôts et taxes, d'achats divers mais aussi sous forme d'investissement pour le développement de nouvelles activités et dans le capital humain à travers des dépenses de formation au profit notamment des personnes en parcours d'insertion.

4 - ÉVOLUTION DES FINANCEMENTS PUBLICS

Taux de variation des financements publics (en euros)

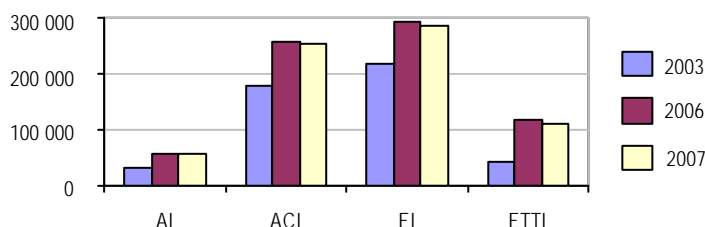


	AI	ACI	EI	ETTI	SIAE
Variation 2003/2006	69,5%	43,2%	34,7%	182,1%	48,3%
Variation 2003/2007	75,4%	40,8%	32,1%	172,6%	46,2%
Variation 2006/2007	3,4%	-1,7%	-1,9%	-3,4%	-1,4%

Les financements publics sont également à la hausse sur la période 2003/2006 pour quasiment toutes les SIAE de l'observatoire. Cette augmentation est liée à l'augmentation de l'offre d'insertion et aux modifications législatives sur les financements de l'Etat.

On constate cependant des financements publics en baisse en 2007 (-1,4%) particulièrement dans les ACI, les EI et les ETTI.

Moyenne des financements publics (en euros)



Le financement public d'Etat étant lié au nombre de postes d'insertion ou d'accompagnement dans les EI, ACI et ETTI, celui-ci baisse quand l'offre d'insertion baisse.

La moyenne des financements publics montre cette évolution.

	AI	ACI	EI	ETTI
2003	32 275	181 075	218 248	41 150
2006	54 717	259 313	293 990	116 095
2007	56 597	254 938	288 328	112 162

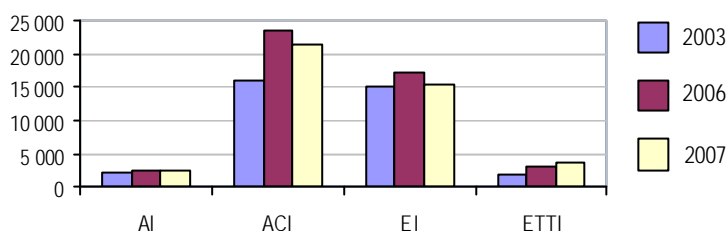
⇒ **Les évolutions du financement de l'Etat apporté au secteur de l'IAE depuis 2003 :**

Le financement de l'insertion par l'activité économique apporté par l'Etat a évolué avec le plan de cohésion sociale en 2005 :

- Dans les AI : augmentation du plafond du financement de l'accompagnement dans les AI plafonné à 24 400 € depuis 2002 puis à 30 000 € en 2005 ;
- Dans les ETTI : suppression des exonérations de charges sociales patronales intégrée dans le financement des postes d'accompagnement en 2005 : 18 294 € depuis 1999, 22 415 € en 2004 puis 51 000 € en 2005 compensant la suppression des exonérations de charges ;
- Dans les ACI : un financement global de l'action socioprofessionnelle et formative modulable dans une limite maximale de 15 000 € par action et de 45 000 € par structure porteuse ;
- Dans les EI, le financement par poste d'insertion n'a pas été revalorisé depuis 2002.

Variation des financements publics/ETP insertion

(Montant en euros)



	AI	ACI	EI	ETTI
2003	2 068	16 092	14 999	1 914
2006	2 595	23 575	17 160	3 072
2007	2 564	21 404	15 543	3 744
Variation 2003/2006	25,5%	46,5%	14,4%	60,4%
Variation 2003/2007	23,9%	33,0%	3,6%	95,6%
Variation 2006/2007	-1,2%	-9,2%	-9,4%	21,9%

La baisse des financements publics en 2007 se constate également sur le ratio des financements publics par emploi d'insertion en équivalent temps plein après la progression sur la période 2003/2006.

La baisse des financements publics en 2007 concerne les ACI, les AI et les EI. Elle s'explique d'une part, par le ralentissement de l'offre d'insertion et d'autre part, par la baisse des autres financements publics, hors Etat, particulièrement dans les EI.

⇒ Concernant les EI, le financement par poste de l'Etat étant fixe, si le financement par ETP d'insertion baisse, c'est le signe d'une baisse des autres financements publics.

⇒ Dans les AI, le financement public n'est pas indexé sur le nombre d'ETP d'insertion. Par conséquent, si le nombre d'heures de mise à disposition augmente (augmentation des ETP d'insertion), le rapport des financements publics sur les ETP d'insertion est à la baisse.

⇒ On peut faire l'hypothèse que cette baisse de financement public par ETP se traduit dans certaines SIAE par une stagnation voire une compression des équipes encadrantes pour compenser la baisse et maintenir l'équilibre de la structure. Cela se vérifie par le taux d'encadrement dans les ACI et les EI qui était meilleur sur la période 2003/2006 et s'est dégradé en 2007 (dans les EI : 3,9 emplois d'insertion en ETP pour un encadrant en 2003 contre 4,6 emplois d'insertion en ETP pour un encadrant en 2007).

⇒ **Part des SIAE ayant un taux de variation des financements publics/ETP insertion < 0 sur 2006/2007**

AI	ACI	EI	ETTI	SIAE
57,9%	55,0%	53,8%	42,9%	54,2%

⇒ Dans notre échantillon, 1 SIAE sur 2 est concernée par la baisse des financements publics que ce soit sur le montant global de financement public perçu par la SIAE ou sur le ratio des financements publics par ETP d'insertion.

Répartition des financements publics par financeur

	Association intermédiaire			Atelier et chantier d'insertion		
	2003	2006	2007	2003	2006	2007
Europe	0,0%	10,6%	6,3%	7,1%	7,0%	6,2%
Etat	32,0%	31,6%	47,4%	52,3%	44,2%	43,0%
Région	1,1%	2,4%	2,4%	4,1%	5,1%	6,6%
Département	42,2%	28,0%	30,5%	18,1%	27,5%	25,3%
Communes et intercommunalités	21,9%	10,8%	10,0%	17,0%	13,6%	18,5%
Autres financements publics	2,7%	16,5%	3,4%	1,4%	2,6%	0,4%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

	Entreprise d'insertion			Entreprise de travail temporaire d'insertion		
	2003	2006	2007	2003	2006	2007
Europe	1,8%	17,2%	9,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Etat	66,1%	44,4%	54,6%	94,1%	100,0%	100,0%
Région	16,6%	27,7%	25,8%	0,0%	0,0%	0,0%
Département	9,6%	27,7%	5,1%	1,6%	0,0%	0,0%
Communes et intercommunalités	5,2%	7,0%	1,7%	4,3%	0,0%	0,0%
Autres financements publics	0,6%	2,4%	1,7%	0,0%	0,0%	0,0%
Total	100,0%	126,4%	98,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Taux de variation des montants de financement public par financeur

	AI		ACI		EI		ETTI	
	2006/ 2007	2003/ 2006	2006/ 2007	2003/ 2006	2006/ 2007	2003/ 2006	2006/ 2007	2003/ 2006
Europe	-40,0%	/	-5,9%	52,3%	-51,9%	1158,3%	/	/
Etat IAE	-20,7%	143,3%	-3,0%	30,4%	10,3%	-8,0%	-7,0%	213,8%
Région	0,0%	261,1%	37,4%	91,5%	-16,3%	122,1%	/	/
Département	10,0%	12,7%	-2,8%	134,2%	-34,7%	-3,7%	/	-100,0%
Communes et intercommunalités	-6,1%	-16,6%	44,2%	22,9%	-35,3%	-39,7%	/	-100,0%

Les deux premiers tableaux montrent la répartition du montant des financements publics par type de SIAE, le total étant égal à 100. Par conséquent, un pourcentage moins élevé pour un financeur ne signifie pas nécessairement un financement global inférieur. Les résultats de ce tableau sont donc à corrélérer avec le troisième tableau ci-dessus sur la variation des montants de financement public par financeur. Les financements publics incluent les financements publics au titre de l'action d'accompagnement socioprofessionnel et formatif et au titre du fonctionnement des SIAE.

⇒ La structure des financements publics par financeur a évolué entre 2003 et 2007 sans toutefois être fondamentalement remise en cause.

⇒ Dans les AI, la répartition des financements publics par financeur se porte davantage sur l'Etat en 2007 bien que les financements de l'Etat aient diminué (-20,7%). La part des Conseils généraux est moins importante dans le total des financements publics alors que le montant des financements apportés par les CG est en progression depuis 2003 (+12,7% sur 2003/2006 et +10% en 2007).

Les collectivités locales financent de moins en moins les AI. D'autre part, certaines AI ont accédé à des financements FSE à partir de 2006.

⇒ Les Conseils généraux financent davantage les ACI depuis la mise en place du financement de l'accompagnement par l'Etat en 2005. Les collectivités sont présentes quasiment à la même hauteur entre 2003 et 2007. La part du financement de la Région a progressé tant dans la répartition par financeur que dans le montant du financement apporté par la Région (+91,5% entre 2003/2006 et +37,4% en 2007). Par contre les financements européens sont en chute à partir de 2007 dans le cadre de la nouvelle programmation du FSE 2007-2013.

⇒ Dans les EI de notre échantillon, la plupart des financements sont à la baisse en 2007 : Europe (-51,9%), Région (-16,3% après une progression importante de 122,1%), Département (-34,7%), Communes et intercommunalités (-35,3%). Comme pour les ACI, la nouvelle programmation du FSE n'a pas été favorable aux EI.

⇒ Dans les ETTI, l'Etat reste l'unique financeur en 2006 et 2007. En 2003, 2 ETTI avaient des financements des collectivités locales.

Entre 2003 et 2006, le secteur de l'insertion par l'activité économique a progressé fortement. Ainsi tous les indicateurs étaient à la hausse en termes d'effectif permanent (+20,8%), d'offre d'insertion (+14,4%), de retombée économique dans l'économie locale (+29,2%), de financements publics en contre partie de l'action socioformatrice (+48,3%).

En 2007, on constate un fléchissement sur certains indicateurs : effectif permanent (-2,2%), encadrement (-11,5%), financement public (-1,4%), et la stabilisation des indicateurs d'activité : offre d'insertion (+4,5%), chiffre d'affaires (+12,2%).

L'offre d'insertion, tout en se maintenant globalement, est en léger recul dans la plupart des SIAE sauf les AI qui poursuivent leur progression (+16,7%). Dans les EI, le volet économique se développe tandis que l'action socioformatrice peine à se déployer compte tenu de financement public insuffisant (le financement au poste d'insertion n'a pas été revalorisé depuis 2002) ce qui semble avoir un impact à la baisse sur le niveau d'encadrement.

Ce ralentissement risque fort de se confirmer dans les prochaines enquêtes 2008 et 2009. D'une part, le solde négatif de SIAE en 2008 (-7 SIAE) fera fléchir les résultats du secteur de l'IAE en Poitou-Charentes. D'autre part, la crise économique et financière amorcée en 2008 notamment dans le travail temporaire impactera les SIAE comme toute entreprise.

Les heures de mise à dispositions réalisées dans les ETTI et dans les AI de Poitou-Charentes constituent un volant non négligeable dans l'augmentation ou la baisse des effectifs en insertion. Ainsi, la baisse constatée de 32% des heures réalisées dans les ETTI au cours du 1^{er} trimestre 2009 représenterait la perte d'environ 140 emplois en équivalent temps plein.

